

Direction Unique Prévention Police Municipale
Libertés publiques et pouvoirs de police

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité – Fraternité

Ville de Givors

ARRÊTÉ MUNICIPAL

N°AR2023_689

**OBJET : ARRÊTÉ PERMANENT - RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT
PORTANT SUR LE PARKING JOUXTANT LA PLACE CHARLES DE GAULLE ET
ACCESSIBLE PAR L'AVENUE GISÈLE HALIMI À GIVORS.**

Le maire de Givors,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

Les articles L.3642-2, L.2213-2-2, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu l'avis de la Métropole de Lyon ;

Considérant la tenue du marché forain, place Charles de Gaulle, tous les jeudis matin ;

Considérant que pour la sécurité des usagers, il convient de créer une zone de tri et de collecte des déchets issus du marché forain, à proximité immédiate du marché forain et de réglementer le stationnement sur le parking jouxtant la place Charles de Gaulle et accessible par l'avenue Gisèle Halimi, à Givors ;

ARRÊTE

Article 1 : Dispositions antérieures

Le présent arrêté complète et abroge l'ensemble des dispositions contraires prises antérieurement.

Article 2 : Création d'une zone de tri et de collecte des déchets issus du marché forain

Dans le parking jouxtant la place Charles de Gaulle, accessible par l'avenue Gisèle Halimi, est créée une zone de tri et de collecte des déchets issus du marché forain, se tenant tous les jeudis matin.

Cette zone de tri et de collecte sera mise en place sur les 3 premiers emplacements de stationnement du parking, côté place Charles de Gaulle, en vis-à-vis de l'accès par l'avenue Gisèle Halimi, chaque mercredi à partir de 18h00 jusqu'au jeudi 13h00.

Article 3 : Stationnement interdit

Dans le parking jouxtant la place Charles de Gaulle, accessible par l'avenue Gisèle Halimi, le stationnement est interdit et considéré comme gênant, sur les 3 premiers emplacements de stationnement du parking situé côté place Charles de Gaulle, en vis-à-vis de l'accès par l'avenue Gisèle Halimi, chaque mercredi à partir de 18h00 jusqu'au jeudi 13h00.

Les infractions aux présentes dispositions seront constatées par procès-verbal et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière.

Article 4 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle, quatrième partie et signalisation de prescription, sera mise en place à la charge des services voirie de la Métropole de Lyon.

Article 5 : Les dispositions définies par l'article 2 et l'article 3, prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 4.

Article 6 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Givors.

Article 8 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté par :

- publication sur le site internet de la ville de Givors,
- ampliation du présent arrêté à Monsieur le Commandant de Police, Monsieur le Chef du Centre de Secours, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Président de la Métropole de Lyon.

Article dernier : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire de Givors dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le 5 décembre 2023,

Mohamed BOUDJELLABA,
Le maire

Envoyé en Préfecture le :

Affiché ou notifié le :